



SNESPARIS



Snes-FSU-Paris

SOMMAIRE

1. Appel.
- 2 et 3. Tract.

S3 de Paris – 3 rue Guy de Gouyon du Verger 94112 ARCUEIL cedex
Tél : 01 41 24 80 52 - email : s3par@snes.edu - Site <http://www.paris.snes.edu>

**On vote dans les S1****Élection à la CAN**

Du 14 mai au 6 juin

Communiqué unitaire des Fédérations de Fonctionnaires 22 mai : les organisations préparent la mobilisation dans la Fonction publique

Les neuf organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique appellent l'ensemble des personnels de la Fonction publique de l'État, de la Fonction publique Hospitalière et de la Fonction publique Territoriale à la grève et aux manifestations le mardi 22 mai 2018.

Elles exigent un dialogue social respectueux des représentants des personnels et appellent les agents à dire leur rejet du projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agents, considérant que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut de même que la possible rémunération « au mérite » assise sur des critères antinomiques de ceux du service public. Elles rappellent leur opposition à la remise en cause des CAP et à la disparition des CHSCT, comme à toutes mobilités forcées vers le secteur privé.

Dans le cadre du rendez-vous salarial du mois de juin, les organisations appellent les agents à exiger que le gouvernement propose des mesures qui permettent une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous : fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation, rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence, compensation pérenne de la hausse de la CSG, respect des engagements en matière d'évolution de carrière, amélioration des déroulements de carrière.

Les organisations sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions. Fortes de ces valeurs, elles appellent le Gouvernement à être extrêmement vigilant sur les suites à donner au futur rapport du Comité Action Publique 2022.

D'ores et déjà, elles appellent à un rassemblement devant Bercy le 15 mai à midi à l'occasion de l'ouverture du chantier consacré au recours au contrat. Un point Presse sera organisé sur place à cette occasion. Les agents sont ainsi invités à exprimer leur désaccord avec la volonté du Gouvernement d'élargir le recours au contrat et à dire leurs attentes d'une amélioration des conditions d'emploi des contractuels et la mise en œuvre d'un nouveau plan d'accès à l'emploi titulaire.

Une conférence de presse commune se tiendra le vendredi 18 mai prochain à 10 heures dans l'immeuble des fédérations de la CFTD, 47 avenue Simon Bolivar à Paris 19.

**Calcul du nombre
d'heures perdues par
établissement avec le
lycée Blanquer**

Outil à retrouver en
ligne (transmettre les
résultats au S3)

Carrières

Gt vœux et barèmes
Psyen, CPE: le 16 mai
Enseignants: le 18 et le
23 mai

FPMA CFP:
le 23 mai

Hors classe agrégés
le 17 mai

**Paris, le 4 mai 2018**

**SALAIRES :
les Fonctionnaires dans le viseur !**

Le gouvernement a rétabli la journée de carence pour les fonctionnaires au 1/01/2018. **Cette mesure est particulièrement injuste : rien ne peut justifier de punir les personnels malades !** Elle fait partie de l'ensemble des mesures qui font diminuer le salaire des Fonctionnaires, à l'instar des autres mesures qui touchent les Fonctionnaires depuis quelques mois : hausse mal compensée de la CSG, gel du point d'indice...

Ce sont plusieurs centaines d'euros en moins sur l'année 2018 pour les Fonctionnaires !

**Des choix économiques
révélateurs... et à combattre !**

- > **Evasion fiscale** = 60 à 80 milliards d'euros
- > **Coût pour l'Etat - réforme ISF** = 4,5 milliards d'euros
- > **Coût pour l'Etat de la Flat Tax** = 1,5 milliards d'euros
- > **Recrutement de 10000 enseignants** = 450 millions d'euros par an
- > **Report du PPCR (revalorisation salariale) d'un an** = 800 millions d'euros
- > **Construction d'un hôpital** = 500 millions d'euros

Ces chiffres sont édifiants. Le gouvernement fait le choix de privilégier une minorité, riche, au détriment de la majorité de la population. **Ces chiffres n'ont rien d'une fatalité et montrent qu'il s'agit avant tout de choix politiques. Des alternatives sont possibles !**

Nous sommes l'intérêt général au quotidien : défendons-le avec force le 22 mai !

« Plan de départs volontaires », « externalisation », 120 000 suppressions d'emplois en 5 ans, « recours accru aux contractuels », rémunération au mérite... derrière les promesses de « modernisation » de la Fonction Publique, il s'agit surtout de remettre en cause le rôle de l'État et des collectivités territoriales. Les services publics sont la patrimoine de ceux qui n'en ont pas. **En démantelant dans pans entiers des services publics, le gouvernement fait le choix d'aggraver les inégalités économiques mais aussi territoriales. Santé, éducation, cheminots, nous sommes tous concernés !**

Il s'agit aussi pour le gouvernement de remettre en cause le statut des fonctionnaires, pourtant protecteur, garant de nombreux droits et d'une réelle indépendance par rapport au pouvoir politique.

C'est donc l'essence même de la Fonction Publique qui est dans le collimateur du gouvernement : servir l'intérêt général et lutter contre les inégalités. A nous de réaffirmer avec détermination ce qui fonde notre engagement au quotidien !

Dans l'unité syndicale, à l'appel de
FSU, CFDT, CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, Solidaires, UNSA
Tous en grève le mardi 22 mai !

Manifestation régionale, plus d'informations sur notre site : www.paris.snes.edu

Se mobiliser pour le service public de l'orientation

Le gouvernement a annoncé sa volonté de régionaliser l'information, allant même jusqu'à évoquer le transfert des Psy-EN à la Région. Externalisation, fermeture des CIO, disparition des Dronisep, c'est tout le service public de l'orientation qui est remis en cause. La régionalisation réduirait l'orientation à une logique adéquationniste et territoriale, limitée à la Région. Les inégalités entre les territoires vont s'aggraver.

La réforme du lycée ouvre aussi la porte à des opérateurs privés ou à des associations qui pourraient alors prendre en charge ces missions. **Nos collègues Psy-EN se mobilisent depuis plusieurs semaines, à l'initiative du SNES-FSU, mais leur lutte nous concerne tous. Derrière ces annonces, c'est bien un pan entier du service public de l'Éducation qui est attaqué.**

Une rentrée 2018 sous tension

La première rentrée intégralement préparée par JM Blanquer sera celle du **retour des suppressions de postes, alors même que le nombre d'élèves en collèges et en lycée augmente !** Augmentation des effectifs dans les classes, DGH insuffisantes pour assurer la pérennité de certains enseignements ou dispositifs (dédoublés...), les conditions de rentrée s'annoncent particulièrement difficiles.

Les vies scolaires sont aussi sous pression du fait de l'insuffisance notoire de créations de postes de CPE et d'AED ces dernières années.



Lycée Blanquer : Concurrence, suppressions de postes et inégalités !

Une machine à supprimer des postes par les réductions horaires

AP sans horaire défini, TPE supprimés, grand oral sans horaire de préparation ; «marge locale » pour financer l'AP + les options + les dédoublements...Les choix vont être douloureux !

Un outil pour diviser les profs !

« HG-géopolitique-sciences po », « humanités, littérature et philosophie », « enseignement scientifique »...Des nouveaux enseignements aux contours flous, sans cadrage, incitant à la **concurrence entre profs et entre disciplines**, et à la **polyvalence** de chacun.

Et pour les élèves... hyper-spécialisation et inégalités accrues !

Un lycée « modulaire » avec des « parcours » plus flous, moins cadrés, et toujours plus de risque de **parcours d'initiés** et de hiérarchies entre formations.

Le SNES-FSU a construit un outil permettant de calculer les effets du lycée Blanquer sur les DGH de chaque lycée. **Le résultat est sans appel : en moyenne, un peu plus de 8% des DGH pourrait disparaître dans chaque lycée !** (outil disponible sur notre site : www.paris.snes.edu) .



**Nos élèves et nos métiers méritent bien mieux !
Mobilisons-nous pour un service public de l'Éducation
ambitieux, démocratisant et émancipateur !**

**Tous en grève et dans la manifestation
le mardi 22 mai !**

Manifestation régionale, plus d'informations sur notre site : www.paris.snes.edu